

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT PARIS REGION N° 825



Tutti Frutti/Shutterstock.com

PRÉVENTION - SÉCURITÉ

Novembre 2019 • www.institutparisregion.fr

SÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE : LE POINT EN 2019

40%

DES FRANCILIENS CITENT LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN TÊTE DES PRIORITÉS ASSIGNÉES AU GOUVERNEMENT, DEVANT LA POLLUTION, LE CHÔMAGE ET LA DÉLINQUANCE.

L'ENQUÊTE VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE S'EST DÉROULÉE DÉBUT 2019 DANS UN CONTEXTE SOCIAL AGITÉ : BLOCAGES DE ROUTES, CONTESTATIONS ET MANIFESTATIONS VIOLENTES SUR LA VOIE PUBLIQUE. DES ÉVÉNEMENTS QUI ONT IMPACTÉ LE QUOTIDIEN DES FRANCILIENS. L'ENQUÊTE PERMET DE FAIRE LE POINT SUR LEURS CONDITIONS DE VIE, EN PARTICULIER EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ. LES ÉVOLUTIONS CONSTATÉES DANS CETTE DIXIÈME ÉDITION, NOTAMMENT CONCERNANT LA HIÉRARCHIE DES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES, EN SONT LE REFLET.

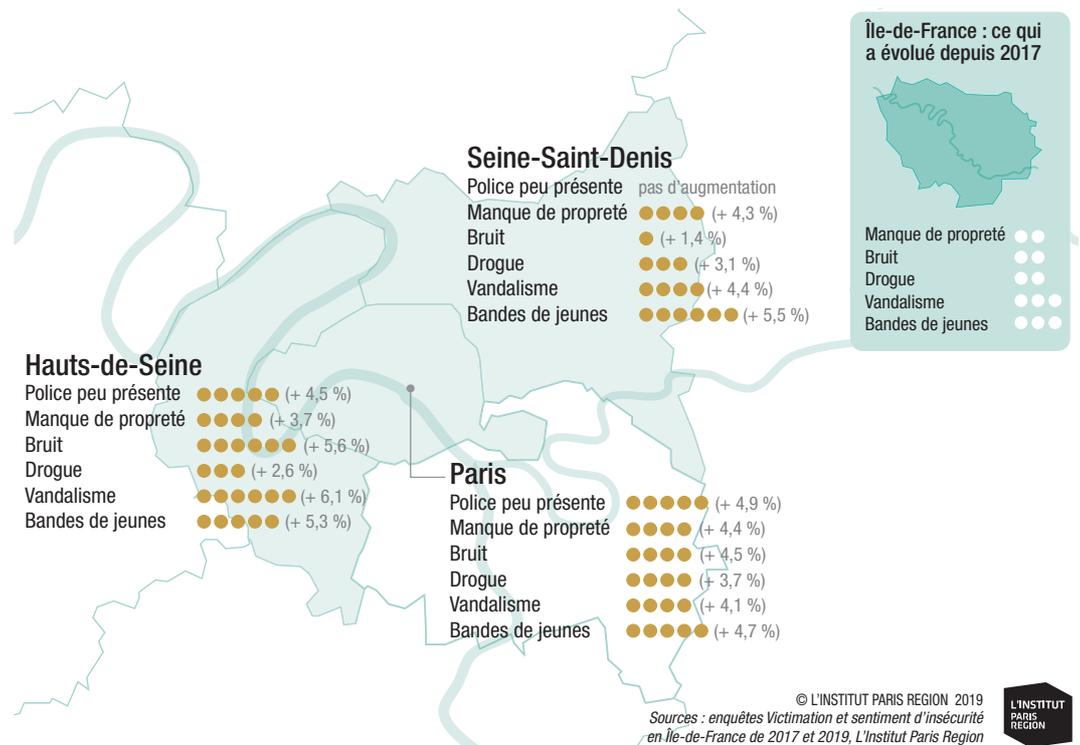
Réalisée tous les deux ans par L'Institut Paris Region, l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France fournit un état de l'opinion publique, notamment sur les sujets de préoccupation sociale. Elle apporte également un éclairage sur la perception qu'ont les habitants de la sécurité dans leur quartier et, plus généralement, des problèmes qu'ils y rencontrent. Un ressenti qui peut être mis en parallèle avec leur vécu en termes d'atteintes subies.

La dernière enquête, menée début 2019, est à cet égard riche d'enseignements. Alors que de 2005 à 2017, l'ordre des priorités assignées au gouvernement était inchangé – le chômage arrivait en tête des problèmes le plus souvent évoqués, devant la pauvreté, puis la délinquance –, l'édition 2019 bouleverse ce classement : c'est la pauvreté qui s'impose dorénavant comme étant la première préoccupation. Elle est citée par 40,0% des Franciliens, sur fond de lutte pour le pouvoir d'achat portée par le mouvement des gilets jaunes¹.

LA PAUVRETÉ ET LA POLLUTION : DES PRÉOCCUPATIONS EN HAUSSE POUR LES FEMMES ET LES HOMMES

En 2019, si les hommes plus que les femmes citent davantage la lutte contre le chômage dans les priorités (34,8% contre 27,7%), tous deux s'accordent pour désigner la pauvreté comme étant le principal problème de société. Depuis 2015, de plus en plus de Franciliennes et Franciliens tendent en effet à la mettre en tête de leurs préoccupations, la part de personnes concernées ayant augmenté de 17,6 points pour les hommes et de 18,3 points pour les femmes. Autre source d'inquiétude grandissante : la pollution, qui fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des habitantes et habitants de la région : +8,3 points pour chacun. En revanche, les problèmes d'emploi sont de moins en moins mis en avant : -24,9 points pour les hommes et -23,3 points pour les femmes.

Une sensibilité aux nuisances dans le quartier en hausse à Paris et en petite couronne entre 2017 et 2019 (problèmes dans le quartier déclarés par les 15 ans et plus)



L'ENQUÊTE VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Environ 10 500 Franciliens âgés de 15 ans et plus, représentatifs de la population régionale par département, se sont exprimés par téléphone en janvier et février 2019 sur leurs conditions de vie et, plus particulièrement, celles qui touchent leur sécurité. Financée par le conseil régional d'Île-de-France, et reconduite tous les deux ans depuis 2001, cette enquête est une source précieuse d'information, apportant des éclairages sur les caractéristiques et les évolutions de l'insécurité à laquelle sont confrontés les Franciliens, et les éventuelles disparités entre territoires, types d'espaces ou populations (hommes, femmes, jeunes, etc.).

DES FRANCILIENS UN PEU PLUS ENCLINS À SE SENTIR EN INSÉCURITÉ

Autre élément à retenir de cette enquête menée début 2019 : le sentiment d'insécurité est en hausse, touchant 53,4 % des Franciliens, contre 50,6 % en 2017. Faut-il y voir une conséquence de l'agitation présente dans l'espace public à ce moment-là ? L'augmentation en tout cas ne concerne pas la préoccupation « sécuritaire », 15,7 % des enquêtés mettant la délinquance en tête des priorités assignées au gouvernement en 2019, un taux similaire à celui observé deux ans plus tôt. En revanche, certaines peurs ressortent comme étant un peu plus répandues.

La hiérarchie des peurs selon les lieux où elles se manifestent reste identique. Néanmoins, la crainte d'être agressé ou volé dans les transports collectifs touche un peu plus les Franciliens : 40,9 % de la population âgée de 15 ans et plus en 2019, soit une progression de 2,8 points par rapport à 2017. La hausse concerne aussi bien le bus (+2,8 points), le tramway (+2,3 points), que le train (+1,9 point), le métro (+2 points) et le RER (+1,4 point), dans une moindre mesure.

Le niveau de la peur d'être seul dans son quartier le soir est, en revanche, assez proche de celui observé en 2017, avec 19,8 % des Franciliens concernés. En l'espace de dix-huit années, cette crainte s'est nettement estompée, le taux de personnes qui y sont sujettes ayant chuté de près de 10 points (29,1 % en 2001). Quant à la peur chez soi, elle évolue assez peu, avec 9,2 % de personnes touchées en 2019.

LA MENACE TERRORISTE, UNE PRÉOCCUPATION EN BAISSÉ

Si le risque d'attentats n'a pas disparu en 2019, force est de constater que la population francilienne accorde moins d'importance à cette menace qu'il y a deux ans : 52,9 % sont d'avis que le terrorisme constitue le problème le plus préoccupant pour la société, près de dix points de moins comparé à 2017. L'importance accordée à la menace terroriste ne va pas forcément de pair avec une préoccupation « sécuritaire », ces deux préoccupations restant bien distinctes. Parmi les Franciliens estimant que le terrorisme constitue le problème le plus préoccupant pour la société française en 2019, 20,7 % font part aussi d'une inquiétude marquée au sujet de la délinquance, alors que 37,1 % sont davantage soucieux de la pauvreté et 30,5 % du chômage.

LES FRANCILIENS ET LEUR CADRE DE VIE

Les violences urbaines associées n'ont pas ou peu eu d'impact marqué sur la perception générale qu'ont les Franciliens de leur environnement. Début 2019, la plupart s'accordent à dire qu'ils vivent dans un quartier agréable à vivre (91,0 %) et sûr ou plutôt sûr (89,9 %). Et ils sont 85,8 % à trouver que leur logement n'est pas loin de tout.

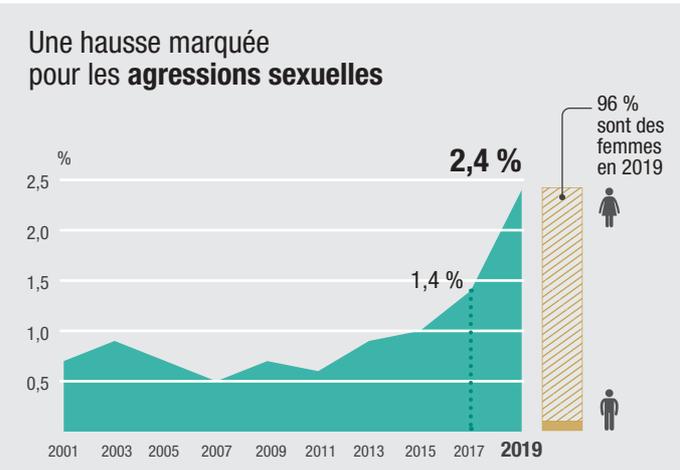
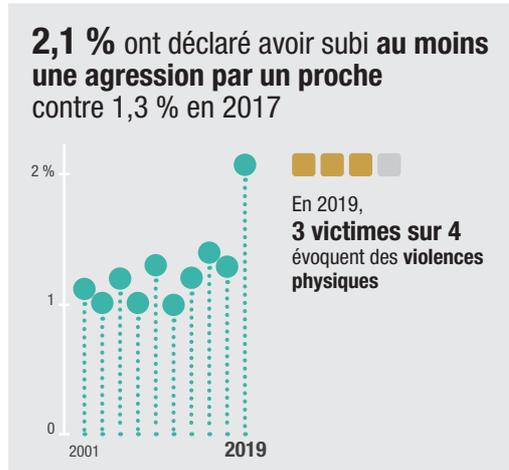
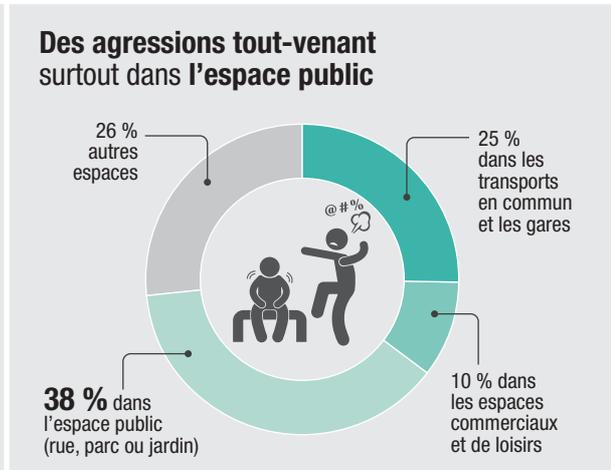
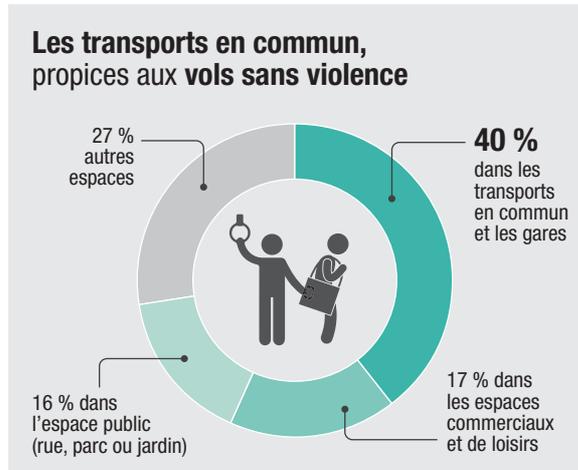
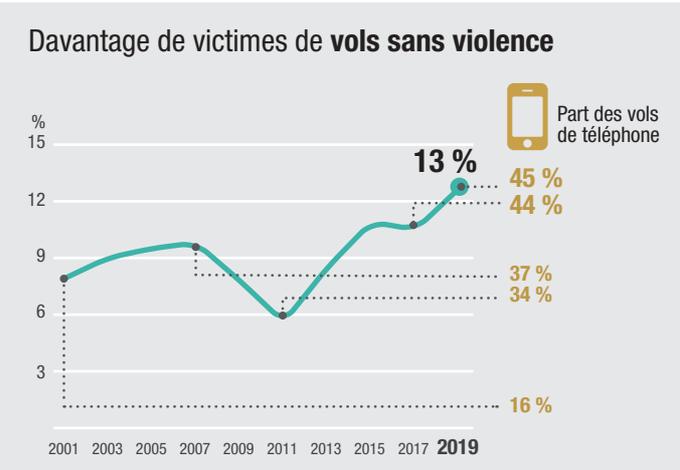
Et si des disparités ressortent en fonction du département de résidence, les points de vue restent le plus souvent positifs pour ce qui est de trouver son quartier agréable et sûr. Des huit départements franciliens, ce sont les habitants des Yvelines qui

VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE • 2019

La dixième enquête **Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France** a eu lieu début 2019 auprès de 10 500 Franciliens environ, âgés de 15 ans et plus, représentatifs de la population régionale par département. Reconnue tous les deux ans depuis 2001, elle a pour vocation d'alimenter la connaissance sur les conditions de vie des Franciliens en apportant des éclairages précieux sur la victimation et le sentiment d'insécurité rapportés aux territoires et aux catégories de population.



51 %
des Franciliens déclarent avoir été **victimes**
(toutes victimations confondues)



Pour chaque catégorie de victimation, seul l'acte le plus récent subi au cours des trois années précédentes est pris en compte.

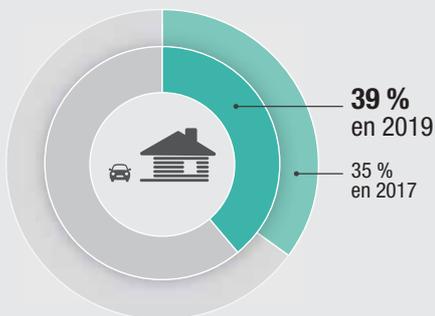
© L'INSTITUT PARIS REGION, 123rf Jeremy 2019

Sources : enquêtes *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017 et 2019*, L'Institut Paris Region

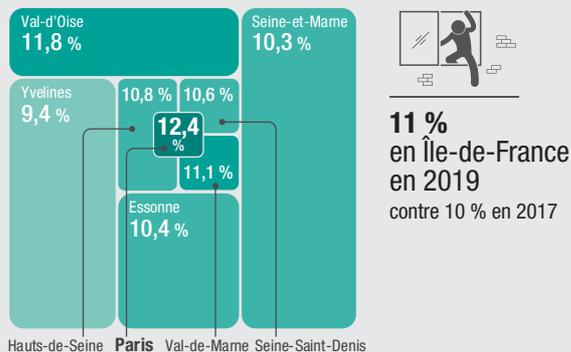
Rédaction : Hélène Heurtel. Conception graphique : Laurie Goblet



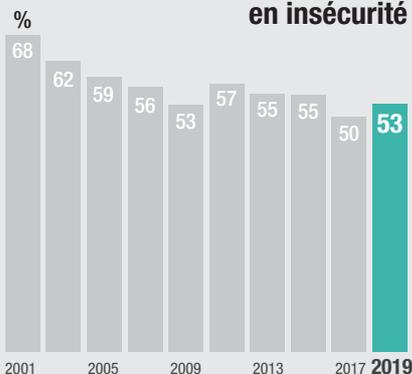
Des **victimations ménages** en recrudescence (cambriolages et atteintes sur les véhicules)



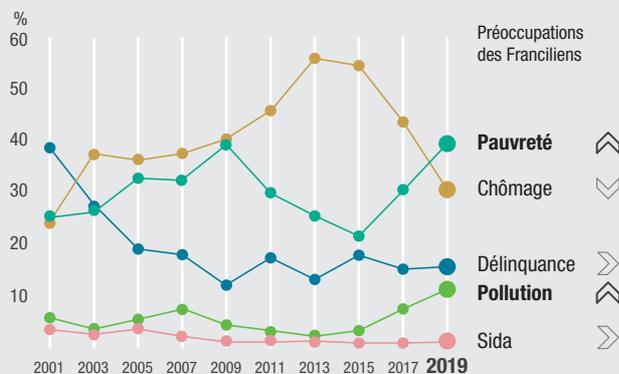
Des ménages parisiens plus exposés aux **cambriolages**



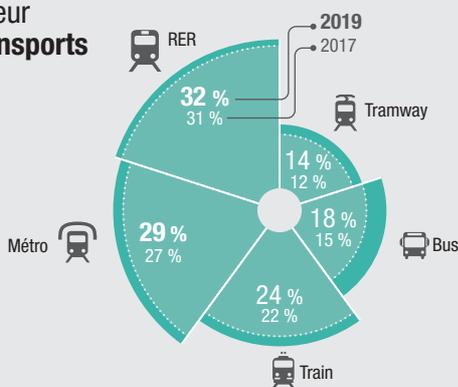
53 % des Franciliens se sentent en **insécurité**



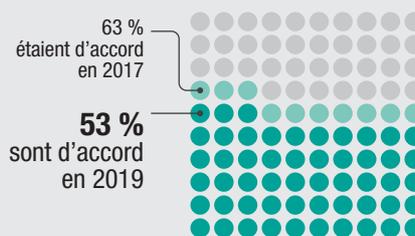
Pauvreté et pollution : des préoccupations en hausse



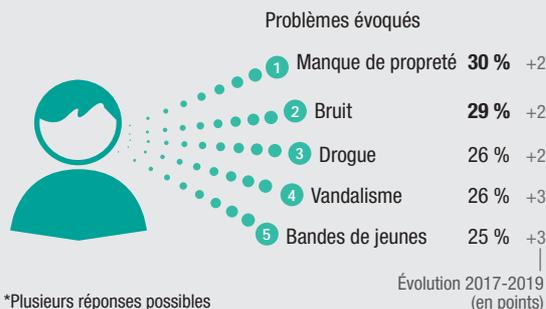
41 % ont peur dans les transports contre 38 % en 2017



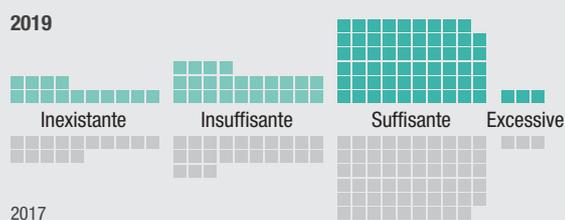
Le terrorisme, un problème de société toujours préoccupant ?



60 % ont déclaré au moins une nuisance* dans le quartier



Une présence de la police jugée suffisante



Pour chaque catégorie de victimation, seul l'acte le plus récent subi au cours des trois années précédentes est pris en compte.

© L'INSTITUT PARIS REGION, 123rf leremy 2019

Sources : enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017 et 2019, L'Institut Paris Region

Rédaction : Hélène Heurtel. Conception graphique : Laurie Goblet

sont les plus satisfaits : 94,5 % estiment vivre dans un quartier agréable et 94,5 % le définissent comme assez sûr. C'est en Seine-Saint-Denis que ces indicateurs sont les plus bas (respectivement 82,2 % et 81,2 %).

Une sensibilité accrue aux nuisances

La sensibilité aux nuisances, en augmentation² en 2019 (60,4 % des Franciliens en font état, soit 3 points de plus qu'en 2017), témoigne néanmoins d'une dégradation de la perception du cadre de vie, et de manière plus ou moins marquée selon le département. Et si c'est en Seine-Saint-Denis qu'elle est la plus forte (76,8 % de la population évoque au moins un problème dans son quartier), la situation à Paris s'en est rapprochée : 70,6 % des habitants de la capitale font état de nuisances, soit un taux en hausse de 7,6 points.

Les Hauts-de-Seine enregistrent la deuxième poussée la plus marquée (+4,2 points), mais conservent un niveau (53,2 %) bien inférieur à celui observé auprès des Parisiens et des Séquano-Dionysiens.

Pour Paris et les Hauts-de-Seine, le détail des nuisances montre une recrudescence significative des plaintes relatives au bruit dans le voisinage (respectivement +4,5 points et +5,6 points).

Une mauvaise gestion urbaine des espaces publics³ est également plus souvent pointée du doigt, non seulement dans ces deux départements (+4,4 points et +3,7 points), mais aussi en Seine-Saint-Denis (+4,3 points), dans les Yvelines (+3,4 points) et en Essonne (+4,2 points).

Concernant les problèmes de drogue dans le quartier, les Parisiens et les Seine-et-Marnais y font plus allusion par rapport aux deux années précédentes (+3,7 points et +4,1 points).

À Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, les signalements d'actes de vandalisme et de bandes de jeunes gênantes dans son quartier ont augmenté (respectivement +4,1 points, +6,1 points, +4,4 points ; +4,7 points, +5,3 points, +5,5 points). Les Parisiens et les Alto-Séquanais ont par ailleurs plus tendance qu'avant à estimer la présence policière dans leur quartier insuffisante, voire inexistante (respectivement +4,9 points et +4,5 points), un point de vue que ne partagent pas les Franciliens dans leur ensemble.

DES VICTIMATIONS PERSONNELLES EN HAUSSE

Dans l'enquête de 2019, 22,0 % des Franciliens déclarent en avoir été victimes, contre 17,4 % deux ans auparavant. C'est le plus haut niveau jamais atteint depuis le début de la mesure de cet indicateur en 2001.

Une montée des vols sans violence

La part de la population victime de vols ou de tentatives de vols sans violence a plus que doublé en huit ans (12,7 % contre 5,6 % dans l'enquête de 2011). Les téléphones mobiles et les ordinateurs font partie des biens le plus souvent dérobés. Ils représentent 44,6 % des vols en 2019, un taux

qui a fortement grimpé au fil du temps. Il était de 16,1 % dans l'enquête de 2001. Les transports collectifs sont plus propices aux vols que l'espace public (respectivement 39,5 % et 15,9 % des vols y ont été commis).

Des agressions en recrudescence

Enjeu majeur de société, la lutte contre les violences sexuelles et sexistes s'accompagne d'une libération de la parole des victimes. L'augmentation du taux de signalement d'agressions sexuelles pourrait être vue aussi comme une conséquence positive des actions menées dans ce cadre. Il a été multiplié par quatre, avec 2,4 % de Franciliens concernés en 2019, contre 0,6 % en 2011. Une atteinte sur trois s'avère être un viol ou une tentative de viol. Et une atteinte sur deux a donné lieu à des violences physiques. Les femmes sont les principales concernées, seulement 3,9 % des victimes étant des hommes.

Pour ce qui est des agressions commises dans la sphère familiale, mais sans caractère sexuel, la part de Franciliens qui en ont subies est passée de 1,3 % à 2,1 % en 2019. Près de trois victimes sur quatre (73,7 %) évoquent des violences physiques.

Quant aux autres types d'agressions, désignées dans l'enquête sous le terme d'agressions « tout-venant », le taux de victimes s'élève à 8,2 % en 2019. Il retrouve ainsi un niveau comparable à celui observé en 2015 (8,3 %). Une partie des agressions s'est déroulée dans le cadre de vols ou de tentatives de vol (44,8 % des faits déclarés dans l'enquête). Et près d'une atteinte sur deux (48,5 %) était accompagnée de violences physiques (coups, blessures, etc.). L'espace public et les transports collectifs sont propices aux agressions tout-venant (respectivement 38,1 % et 25,3 % des faits).

DES VICTIMATIONS MÉNAGES QUI AUGMENTENT ÉGALEMENT

Les victimations ménages (cambriolages et atteintes envers les véhicules) remontent un peu, touchant 39,4 % des ménages franciliens (4 points de plus qu'en 2017).

Une légère progression des cambriolages

En 2019, 11,0 % des ménages franciliens déclarent avoir subi des cambriolages. C'est trois points de plus que dans l'enquête de 2011, où le taux était à son plus bas niveau. Un signalement sur deux (49,9 %) concerne une simple tentative. Et dans sept affaires sur dix (70,4 %), il y a eu effraction. Certains départements sont un peu plus touchés : 12,4 % des ménages parisiens, contre 9,4 % parmi ceux des Yvelines.

Les vols à la roulotte ainsi que les dégradations et destructions de véhicules remontent

La part de ménages franciliens équipés de véhicules et victimes de vols à la roulotte⁴ est en augmentation (15,3 %, contre 12,2 % en 2017). Le taux reste néanmoins bien en deçà de son niveau du début

des années 2000 (23,4 % en 2001). Quant aux dégradations ou destructions de véhicules, la proportion de ménages confrontés à ce genre d'atteintes oscille au fil des enquêtes. Après avoir diminué de 2,6 points entre celles de 2015 et 2017, elle a regagné en 2019 de 2,1 points, à 21,7 %.

Fin de la baisse pour les vols de voitures

En matière de vols de voitures, la tendance à la diminution, marquée jusqu'en 2013, s'est interrompue. Depuis, la part des ménages franciliens équipés victimes stagne aux alentours de 8 à 9 % (8,7 % dans l'enquête de 2019).

Des vols de deux-roues en hausse

La tendance est en revanche à l'augmentation pour les vols de deux-roues depuis 2009⁵ : 20,4 % des ménages équipés déclarent en avoir été victimes dans la dernière enquête, contre 14,7 % en 2009.

PAUVRETÉ VERSUS INSÉCURITÉ

Ces premières analyses font ainsi état d'une « remontée » de la victimation et d'un sentiment d'insécurité des habitants également un peu plus répandu. Paradoxalement, la lutte contre la délinquance n'est pas davantage mise en avant comparé à 2017. Un constat qui illustre bien l'absence de corrélation systématique entre les peurs, les atteintes subies et la préoccupation « sécuritaire » [Roché, 1998]. La pauvreté s'impose en revanche comme étant la priorité d'action assignée au gouvernement, reflétant bien le contexte social du moment. ■

Hélène Heurtel, chargée d'études
mission Prévention sécurité (Sylvie Scherer, directrice)

MÉTHODOLOGIE

L'insécurité est abordée dans l'enquête au travers de deux aspects :

- le premier, ce sont les **atteintes subies** (les victimations). Elles concernent soit la personne interrogée (vols personnels et agressions), soit le ménage dans lequel elle vit (vols, dégradations ou destructions concernant des véhicules, ou encore cambriolages). Elles font référence aux faits subis au cours des trois années précédant l'enquête, c'est-à-dire, pour celle de 2019, aux atteintes commises en 2016, 2017 ou 2018. Et pour chaque catégorie de faits, seul le dernier acte survenu au cours de la période étudiée est détaillé (nature, circonstances, recours mobilisés, etc.).

- le second, c'est le **sentiment d'insécurité**. Il est mesuré à partir d'une combinaison de deux dimensions, pas forcément corrélées [Roché, 1998]. Les peurs personnelles renvoient plutôt à une crainte qui repose sur le risque et l'expérience directe ou indirecte de victimation. Elles sont conditionnées aussi par des caractéristiques individuelles telles que le sexe et l'âge, et des facteurs environnementaux. La notion de préoccupation sociale pour l'insécurité, ou préoccupation « sécuritaire », traduit quant à elle l'importance accordée aux problèmes de délinquance dans la société, par rapport à d'autres sources d'inquiétude (chômage, pauvreté, pollution et sida).

1. Mouvement créé fin 2018 suite à l'annonce par le gouvernement de l'augmentation de la taxe sur les carburants.
2. Seules les évolutions significatives (risque d'erreur 5%) sont prises en compte.
3. Propreté des rues, éclairage et entretien des bâtiments, espaces verts insuffisants.
4. Vols d'objets dans et sur les voitures en stationnement.
5. Motorisées ou non.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Fouad Awada
DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION
Sophie Roquette
REDACTION EN CHEF
Isabelle Barazza
MAQUETTE
Jean-Eudes Tilloy
INFOGRAPHIE/CARTOGRAPHIE
Laurie Gobled

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE
Inès Le Meledo, Julie Sarris
FABRICATION
Sylvie Coulomb
RELATIONS PRESSE
Sandrine Kocki
33 (0)1 77 49 75 78

L'Institut Paris Region
15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
33 (0)1 77 49 77 49

ISSN 1967-2144
ISSN ressource en ligne
2267-4071



RESSOURCES

- Fürstenberg F. Franck, "Public Reactions to Crime in the Streets", *The American Scholar*, 40(4), January 1971, pp. 601-610.
- Heurtel Hélène, *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France*, rapport final de l'enquête 2017, IAU îdF, 2018.
- Heurtel Hélène, « L'insécurité, marqueur des différences hommes/femmes dans la ville », *Traits d'Agences*, n° 30, printemps-été 2017, p. 12.
- Heurtel Hélène, « Géographie de l'insécurité : contrastes entre les départements franciliens », *Note rapide*, n° 780, IAU îdF, juin 2018.
- Robert Philippe, *L'insécurité en France*, Paris, éditions La Découverte, coll. Repères, 2002.
- Roché Sebastian, « Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité », *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 2, 1998, pp. 274-305.

Sur le site de L'Institut Paris Region
Rubriques Économie & Société,
Prévention sécurité : analyse & débat,
publications.